

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 11 1090

Mis en ligne le ...25.11.24...

STATIONNEMENT INTERDIT ET CHAUSSÉE RÉTRÉCIE, QUAI SAINT-JEAN ET RUE DU DOCTEUR BOISSARIE, POUR TRAVAUX DE RÉFECTION DE VOIRIE PAR LES ENTREPRISES ORTEU ET EIFFAGE POUR LE COMPTE DU SDE65 ET DE LA VILLE DE LOURDES DU 2 AU 20 DÉCEMBRE 2024

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande des entreprises EIFFAGE Energie Système 11 rue de la Concorde 65320 BORDERES SUR ECHEZ et ORTEU chemin de Soucastets 65100 GER, pour le compte du SDE65 et de la ville de Lourdes, relative à des travaux de réfection de voirie, pour une durée de deux jours, quai Saint-Jean, rue Maupas et rue du Docteur Boissarie, du 2 au 20 décembre 2024,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Du 2 au 20 décembre 2024, les entreprises Eiffage et Orteu sont autorisées à occuper le domaine public quai Saint-Jean au droit du dégrilleur du Sanctuaire, rue Maupas et rue du Docteur Boissarie en face de l'immeuble sis n°4, pour une durée de travaux de deux jours.

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit quai Saint-Jean, au droit du dégrilleur du Sanctuaire et à son croisement avec la rue Maupas, et rue du Docteur Boissarie sur les places en bataille en face de l'immeuble sis n°4, en fonction des besoins et sous réserve des conditions météorologiques.

Article 3 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1, la chaussée est rétrécie quai Saint-Jean, rue Maupas et rue du Docteur Boissarie en fonction des besoins et de l'avancement des travaux.

Article 4 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par les bénéficiaires :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation

VILLE DE LOURDES

2, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE – 65100 LOURDES – FRANCE

Tél. : 33 (0)5 62 94 65 65 / Fax : 33 (0)5 62 46 10 36 – www.lourdes.fr

- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.
Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions précisés dans le présent arrêté sont mis en œuvre par les bénéficiaires à leurs frais et sous leurs responsabilités.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, les bénéficiaires devront dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation.

Article 6 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, les bénéficiaires de l'arrêté doivent conserver l'accès des riverains.

Article 7 - Exceptions

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- véhicules de police,
- véhicules de ramassage des ordures ménagères,
- véhicules des services municipaux.

lorsqu'ils sont en service.

Article 8- Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté est constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 20 novembre 2024

Le Maire,



Thierry LAVIT

Notifié le

Par courrier recommandé envoyé le

Par remise en main propre

Par mail envoyé le 25/11/2024

Je soussigné(e).....

Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU

Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.

